

Conseil national du PCF – 7 novembre 2020

Préparation du 39^e Congrès – Rapport – Christian Picquet

Cher.e.s camarades,

Il est de tradition, lorsque nous lançons le débat préparatoire à l'un de nos congrès, que nous insistions sur ce qui le différencie profondément du précédent.

C'est, en général, vrai et d'ailleurs cette capacité à nous mettre en prise avec le réel fait la richesse de notre organisation. Mais l'appréciation est tout particulièrement valide s'agissant de notre 39^e Congrès.

Si l'on va, en effet, au bout de notre discussion de ce matin, ce congrès, qui selon nos statuts doit se tenir en 2021, va avoir à hisser sa réflexion et ses échanges à la hauteur d'un contexte à bien des égards historique.

D'où le souci qui est le mien, en vous présentant des pistes de travail que le Comité exécutif national a commencé à explorer pour préparer ce conseil national, de nous permettre collectivement de réfléchir aux questions à partir desquelles les communistes vont avoir à débattre de leur orientation et à construire leur unité, dans le but d'aboutir à la base commune qui sera soumise à leur vote.

C'est à partir de là, qu'il nous faudra, dans une situation qui rend singulièrement compliquée la vie du parti, traiter avec un soin particulier les modalités démocratiques grâce auxquelles les communistes pourront le mieux s'approprier les discussions et les choix, en clair exercer pleinement leur souveraineté.

Je commencerai par une remarque préalable. Pour aborder les enjeux du prochain congrès, et en considérant le bouleversement des coordonnées de la période, il me paraît nécessaire de repartir des mandats que nous avait fixés le 38^e Congrès, à savoir agir pour le « *redressement de notre influence et de nos forces organisées* ».

Il ne s'agit pas simplement de dresser un bilan, encore que ce ne soit jamais inutile. Mais plutôt de vérifier si la feuille de route que nous nous étions donnée, en nous fixant de grandes priorités de redéploiement de notre activité, est à la hauteur des nouveaux défis du moment politique présent. Et, sur cette base, de permettre aux communistes de mesurer le chemin parcouru, pour mieux apprécier celui qu'il reste à emprunter.

Depuis l'automne 2018, d'incontestables avancées ont été accomplies pour élargir notre rayonnement.

J'en cite quelques exemples :

- d'abord, le travail en direction des entreprises, la création du journal *Agir*, journal des communistes à l'entreprise, le tour de France des entreprises de Fabien Roussel et le lancement de la campagne sur l'emploi avec deux séances dédiées du Conseil national et la tenue de journées d'action nationales ;

- ensuite, la réorganisation de nos forces à l'échelon des territoires, avec le travail réalisé par les référents régionaux, mais aussi avec le développement de l'activité de la commission sur les quartiers populaires ou encore celle des camarades qui travaillent sur la place de la vie associative dans la France d'aujourd'hui ;
- de même, le développement de l'investissement communiste dans ces domaines essentiels que sont la lutte féministe (avec le moment fort que nous y avons consacré au mois de mars), ou le combat écologiste (avec la contribution à la convention citoyenne pour le climat et la conférence que nous avons prévu de tenir à la fin de cette année) ;
- et également la réponse nationale du parti à la crise sanitaire avec notamment l'élaboration de plans d'urgence dans le public, en matière de santé et d'éducation et, dans le privé, avec les propositions développées concernant les filières de l'énergie, de l'automobile, de l'aéronautique. Sans oublier les propositions du PCF pour relever les défis de la pandémie de Covid-19 puis pour réussir le déconfinement.

Je veux également insister sur les points marqués, d'une part dans la bataille d'idées, ainsi que nous l'avons fait à l'occasion de la rencontre pour un autre ordre du monde, et d'autre part en matière de réimplantation électorale du parti.

Sur ce dernier point, nous le savons, nous avons enregistré des échecs ou des déceptions, mais ceux-ci ne sauraient occulter les importants succès obtenus lors des municipales, lesquels ont eu leur première traduction lors des sénatoriales de septembre.

Il en ressort que la reconquête d'une influence à la hauteur de nos ambitions est évidemment une entreprise de longue haleine. Elle n'en est pas moins impérative.

Un parti comme le nôtre, quels qu'aient été ses affaiblissements passés, a un rôle irremplaçable à jouer pour reconstruire une conscience de classe et une perspective d'espoir.

Il y a donc tout lieu de confirmer et d'avancer dans le sens du texte « Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle », quand il se fixait pour objectif de « *redevenir une force motrice pour reconstruire une gauche porteuse d'une alternative de transformation sociale, écologique et démocratique* ».

Cela étant dit, je voudrais vous proposer trois grands champs de réflexion.

Le premier, cela paraît incontournable, devrait porter sur l'état du monde.

L'épidémie de Covid-19 a fini de révéler la crise de civilisation qu'affronte l'humanité.

La transmission à l'être humain d'un virus d'origine animale met en accusation un mode de production et le type de relation avec la nature qui s'est généralisé au fil du temps.

Le court-termisme des recettes économiques mises en œuvre par les classes dirigeantes, la dérégulation des écosystèmes, la propension de l'agrobusiness à piller les richesses des pays les plus pauvres, les réponses apportées à l'explosion démographique, l'urbanisation anarchique, la déforestation massive, la réduction des espaces naturels où des espèces animales vivaient isolément : tout cela semble bel et bien avoir rendu possible le franchissement de la barrière des espèces.

Il s'ensuit que « *l'ère damocléenne* », dont parle Edgar Morin, c'est ainsi qu'il désigne cette épée de Damoclès qui pèse sur l'avenir du monde, va très possiblement se traduire par l'apparition de nouveaux virus dans le futur.

Face à quoi, l'entreprise de destruction des dispositifs de santé publique, des services publics en général et des moyens des États, favorisée par les politiques libérales, a amplement désarmé les sociétés pour y faire face et développer la recherche préventive. À tel point que la directrice de l'OMS pour l'Europe vient de dire que nous allons peut-être vivre avec l'actuel Coronavirus « *pour toujours* ».

Autant dire que le défi sanitaire s'imbrique étroitement au défi climatique et écologique. Ils posent à des millions et des millions d'êtres humains sur la planète ces questions vitales que sont leur rapport à la nature, celui de la société à l'argent, celui de l'argent et du travail, celui du modèle productif et de la biodiversité.

C'est le mode de développement capitaliste qui s'en retrouve mis en question. Ce qui appelle une alternative de rupture.

Nous abordons, dans ce cadre, un moment où se redéfinissent l'ensemble des paradigmes de l'ordre du monde.

Le krach de 2007-2008 avait révélé la crise plus générale de la globalisation capitaliste. Toutefois, la crise actuelle ne se distingue pas simplement de celle d'il y a douze ans par la prédominance de la dimension sanitaire, comme on l'entend fréquemment.

Après 2008, le capital avait cherché une issue dans une frénésie spéculative qui avait eu pour effet d'entraîner l'essor de ses revenus, la précarisation massive de l'emploi et un formidable creusement des inégalités.

Aujourd'hui, s'il veut toujours faire payer le coût de cette crise aux travailleurs et aux peuples, il se montre aussi à la recherche de nouveaux paradigmes de développement.

On le perçoit à travers les débats qui se font jour, aux plus hauts niveaux capitalistes, sur la place à venir du capitalisme de l'information et du numérique, sur le fameux « *Green New Deal* » (qui n'est que l'appellation attractive du « capitalisme vert »), sur de nouvelles modalités d'intervention de l'État, et même sur les corrections à apporter au libre-échange débridé de la précédente période. Ne voit-on pas maintenant un Thierry Breton plaider en faveur d'un « *protectionnisme européen* » ?

À ces débats, auxquels les classes dirigeantes ne trouvent à ce stade pas de réponses à même de les unifier, s'ajoutent les processus en cours, qui sont eux aussi d'immense ampleur, de recomposition géopolitique de l'ordre du monde.

Ces processus alimentent une configuration de chaos politique généralisé, de désintégration des hiérarchies de dépendance sur lesquelles reposaient les mécanismes de domination antérieures, de désordre idéologique.

Le leadership impérialiste américain connaît un affaiblissement sans précédent, ce qui n'est pas sans rapport avec les tensions extrêmes que connaît le système politique aux États-Unis mêmes, comme le révèle crûment l'élection présidentielle du 3 novembre.

Il en découle :

- la montée des concurrences pour le contrôle de secteurs convoités de la planète et de leurs sources d'approvisionnement ;
- le surgissement de guerres économiques et commerciales de plus en plus intenses ;
- les fractures opposant désormais entre eux les États de l'Union européenne ou minant l'Alliance atlantique ;
- les épreuves de force militaires et les conflits secouant une série de régions du monde ;
- la multiplication des affrontements ethniques et le développement de courants intégristes religieux ;
- une course aux armements inédite depuis la fin de la Guerre froide.

À ce propos, comment ignorer, quel que soit le prochain locataire de la Maison-Blanche, qu'il aura à cœur de renforcer le dispositif, né en 2018, qui prépare l'armée américaine à une guerre avec la Chine ?

Et c'est ce contexte qui alimente, à l'échelle de très nombreuses nations, une crise profonde des systèmes de domination politique des classes possédantes.

De nouveau, les questions des choix économiques qui s'imposent face à cet ordre capitaliste en convulsion, celles aussi de la démocratie et de la paix, deviennent, par conséquent, des enjeux majeurs pour le monde.

À l'orée de ce nouveau siècle, se repose clairement à l'humanité la vieille alternative : rupture avec le capitalisme ou barbarie.

Le communisme est plus que jamais un horizon d'avenir. La révolution n'est pas seulement une hypothèse lointaine, elle devient une nécessité et une solution réaliste pour une humanité qui se voit interpellée sur son devenir même. À ceci près que la conscience de leur nécessité ne se trouve pas encore au rendez-vous.

D'où la contradiction majeure à laquelle nous nous heurtons.

D'un côté, la situation engendre, parmi les peuples, des prises de conscience fondamentales des impasses auxquelles l'ordre économique et social dominant a conduit, phénomènes accélérés par l'épreuve de la pandémie en cours.

Les dogmes célébrant l'omnipotence de la finance, l'austérité à perpétuité ou la « *concurrence libre et non faussée* » s'en retrouvent frappés de discrédit à une très large échelle.

Cela se concrétise, du Maghreb à l'Amérique latine en passant par l'Afrique, par un renouveau des mouvements populaires porteurs des exigences de justice sociale, de démocratie et de paix. Ici ou là, on vient de le voir en Bolivie ou au Chili, des victoires importantes sont même arrachées.

Mais, en même temps, ces aspirations se heurtent à la crise historique que connaissent le mouvement ouvrier et les perspectives émancipatrices, à la suite de plusieurs décennies de dégradation des rapports de force politiques, sociaux et idéologiques.

Pour être précis, je fais ici, tout à la fois, référence :

- aux reculs et aux défaites enregistrés par les forces porteuses de réponses de progrès sur les divers continents ;
- aux revers subis par le syndicalisme et les mouvements sociaux ;
- à la panne d'identité d'une social-démocratie acquittant le prix de son ralliement au libéral-capitalisme ;
- aux limites rencontrées de leur côté par les forces de gauche radicales ;
- aux impasses d'un prétendu « *paradigme écologiste* » se révélant incapable d'incarner un renouveau de la visée transformatrice ;
- à la droitisation qui s'ensuit du débat d'idées.

Cela me semble dessiner, pour les communistes, de premières pistes de travail en vue de l'élaboration d'une base commune :

- où en sont précisément les différentes crises du capitalisme et de l'ordre du monde ?
- quelle appréciation devons-nous porter sur l'état des forces de gauche et des mouvements sociaux à l'échelle internationale ?
- quel rôle devrait jouer la France pour un autre ordre du monde ?
- quelle politique internationale pour le PCF dans un tel cadre ?

Le second champ de réflexion porte sur la France.

Il nous faut établir avec précision le moment politique et historique que nous abordons, ses enjeux sur le court et moyen terme, les recompositions que connaît le capitalisme français et la manière dont celles-ci pèsent sur et dans sa crise.

Il convient, dans ce cadre, d'approfondir notre analyse des diverses dimensions de la crise française.

Cette crise a dorénavant pour particularité d'imbriquer indissociablement l'échec de l'opération césariste par laquelle Emmanuel Macron a accédé à l'Élysée, l'usure toujours plus accentuée de la V^e République, la crise d'une nation française qui voit son modèle républicain dynamité par les pertes de souveraineté induites par la globalisation marchande et financière.

Tous ces facteurs ont pour effet, dans un contexte de rejet massif des orientations conduites au sommet de l'État, et faute d'alternative progressiste crédible, de provoquer un mouvement de rupture des classes travailleuses et populaires avec l'ensemble des mécanismes de représentation politique et sociale. Et d'engendrer cet abstentionnisme d'ampleur inédite jusqu'alors, dont les dernières élections municipales ont été le théâtre.

Il importe, dans la foulée, de dresser l'état social de la France.

Celle-ci se retrouve profondément fracturée. Si elle résiste aux politiques néolibérales, à travers des mobilisations aussi marquantes que celles des services publics, des « Gilets jaunes » ou du mouvement contre la réforme des retraites, elle n'a pas vu surgir un mouvement social faisant converger secteurs et revendications.

Enfin, nous avons à traiter de la situation de la gauche et des forces progressistes, situation qui amène à l'inexistence d'alternative que j'évoquais à l'instant. Nous avons affaire à un Parti socialiste paralysé bien que conservant une implantation dans les territoires ; à un parti écologiste en proie à la tentation de l'hégémonie et du « capitalisme vert » ; aux questions persistantes de stratégie ou de positionnement politique qui nous séparent de La France insoumise...

C'est à travers cet état des lieux que nous pourrions traiter des dangers d'une telle situation :

- le poids de la peur et des divisions dans une partie grandissante de la société ;
- le risque d'explosions de colère sectorielles, d'autant plus violentes qu'elles se nourriront de la perte phénoménale d'autorité du président de la République et de sa majorité, mais qui se heurtent au manque de débouchés politiques ;
- les dérives identitaires, racistes ou intégristes que cette configuration peut générer, on vient d'en avoir un aperçu avec les derniers attentats perpétrés par le terrorisme islamiste et ce qu'il a provoqué dans la société ;
- la menace, dans ce cadre, d'une rupture consommée des classes travailleuses et populaires avec la politique, au risque de faire le jeu de l'extrême droite ou d'autres solutions aventurières.

Dans ce contexte, il conviendra d'aborder la séquence électorale de 2022. Et de souligner son grand danger. À savoir que, sur fond de fragmentations diverses, de dégradation des rapports de force entre les classes, et de droitisation accélérée du débat public, l'on voit s'y déployer des surenchères autoritaires et bonapartistes entre la Macronie, la droite traditionnelle et l'extrême droite. Sans que la gauche n'incarne une alternative crédible...

La République, dans une telle période, est non seulement un enjeu démocratique fondamental, mais elle redevient un enjeu central du combat de classe. S'il importe, évidemment, d'en défendre bec et ongles les principes contre toutes les forces qui s'y attaquent, c'est aussi à sa reconquête et à sa refondation qu'il convient de nous atteler.

Cela confronte le PCF à une série de défis de très grande ampleur.

Le premier de ces défis est de contribuer à rebâtir un rapport de force, à partir d'objectifs et de formes d'organisation démocratiques permettant de rassembler largement, de politiser les luttes, d'arracher des victoires. C'est ce qui a guidé notre action à l'occasion du confinement puis de sa sortie, et à cette rentrée dans le lancement de la bataille sur l'emploi.

Le deuxième défi consiste à répondre à « l'archipellisation » de la société française sous les coups de boutoir des offensives successives du capital, en agissant pour la formation d'un nouveau bloc des classes et couches sociales ayant un intérêt commun à la rupture avec le modèle capitaliste dominant. C'est le problème stratégique clé de la période. À se poursuivre, l'éloignement du

monde du travail du champ politique écarterait la gauche du pouvoir pour très longtemps. Il interdirait de faire émerger, autour d'un salariat qui représente l'immense majorité des actifs d'un pays comme le nôtre, la majorité politique apte à proposer un chemin nouveau à la France.

Notre troisième défi est de défendre audacieusement, dans le débat public, les propositions programmatiques, à la fois réalistes et révolutionnaires, révolutionnaires parce que réalistes, à même de répondre aux attentes populaires et de remettre en cause la domination du capital. Pour illustrer mon propos, et pour partir de l'une des propositions fortes qui nous identifient au cœur de la crise économique et sociale majeure que notre pays traverse, un projet comme celui de « sécurité-emploi-formation » trace un chemin novateur : non une simple réponse conjoncturelle, mais déjà l'esquisse d'un autre modèle de société.

Le travail que nous avons réalisé, au printemps, autour du projet de « Programme pour la France » dégage, à cet égard, une méthode pour nourrir notre bataille d'idées. Nous y proposons une logique de remise en cause de la domination du capital, de son système de pouvoirs, de sa cohérence d'ensemble, de ses coûts pour la collectivité. Nous mettons en avant, dans ce cadre, le moyen que représentent un nouvel âge de la démocratie et de nouvelles institutions, de l'entreprise à l'État, pour permettre au peuple de redevenir maître de son destin. C'est à partir de là que nous déclinons, d'un même mouvement, la priorité à donner aux besoins humains, la nécessité d'un nouveau mode de développement et d'une reconquête industrielle adossée à la transition écologique. Et c'est toujours de là que nous faisons procéder le besoin de redonner à une France souveraine une voix forte pour mener le combat en faveur d'une autre mondialisation.

Le dernier défi est de faire émerger la réponse de gauche à la crise française. Le dernier congrès a avancé la proposition d'une union populaire qui soit le vecteur d'une reconstruction de la gauche sur de nouvelles bases et de la reconquête des classes travailleuses et populaires. Et ce, à partir d'un contenu de classe tournant la page des expériences délétores du passé, et d'une méthode recherchant en permanence l'implication populaire. Pour le dire autrement, ni une construction par le haut, ni des discussions circonscrites aux formations politiques, mais un processus allant de la base au sommet, associant partis, forces issues du syndicalisme ou de la mouvance associative, mouvements citoyens. C'est de cette seule manière qu'il sera possible de conquérir une nouvelle majorité politique.

La première condition pour relever ce dernier défi est de renforcer la capacité de notre parti à peser sur le débat public et sur les confrontations avec les autres forces de gauche. Il n'y a, en effet, pas de reconstruction durable d'une gauche à l'ambition majoritaire au sein du peuple, sans un PCF influent et porteur de la logique révolutionnaire qu'appelle la période bouleversée que nous vivons.

C'est donc le deuxième champ que les communistes auront à investir :

- Comment contribuer à remettre la société française en mouvement ?
- Quel rôle dynamique et quels liens construire avec les forces vives du pays, du mouvement populaire, de la jeunesse ?
- Comment redonner le désir du combat collectif pour la transformation radicale de la société à celles et ceux qui se sont, au fil du temps, écartés de la politique ?
- Comment donner son ambition maximale à un projet novateur pour la France ?

L'échéance de la présidentielle et des législatives est le troisième champ de réflexion.

Naturellement, elle ne saurait devenir l'unique enjeu de notre congrès, sous peine d'écraser les débats essentiels qu'appelle la gravité du moment. Reste que sa proximité et son importance demandent que nous la traitions avec soin.

Les communistes ont, dans la vie politique française, la spécificité de refuser les tentations présidentielistes induites par la V^e République.

En même temps, ils connaissent le caractère structurant de l'échéance présidentielle pour mesurer les rapports de force politiques dans le pays. Et ils ont toujours pris soin de lier étroitement scrutin présidentiel et élections législatives, en soulignant devant les électeurs l'importance décisive de ce dernier rendez-vous. Ils l'ont fait bien que la logique des actuelles institutions, renforcée par l'inversion du calendrier électoral, en fasse pour de nombreux Français un simple scrutin de confirmation, d'enregistrement, des résultats de la présidentielle.

Le 38^e Congrès en avait tiré cette conclusion, qui nous donne en quelque sorte mandat : *« L'élection présidentielle est un moment structurant de la vie politique. Si elle bride les potentialités du mouvement populaire en les conditionnant à une personnalisation du débat politique, surdétermine l'ensemble des échéances électorales, elle est incontestablement l'occasion pour chaque formation de mettre en débat son projet et ses idées à l'échelle du pays. Le parti doit travailler à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022. »*

La question nous est, par conséquent, posée de la manière dont nous allons traduire notre démarche générale à l'occasion des rendez-vous de 2022, et disposer d'une parole forte pour la porter.

Les forces politiques de gauche et écologistes avec lesquelles nous travaillons répondent en général de deux manières à l'enjeu : soit en concentrant leurs propositions publiques sur la perspective d'une candidature unique (voire, pour certains, d'un parti commun qui la porterait), en arguant du risque d'un duel de second tour entre Emmanuel Macron et la représentante de l'extrême droite ; soit en concevant le rassemblement sous la forme d'un ralliement à leur leadership.

En pratique toutefois, et au-delà des postures, il convient de remarquer que toutes les forces politiques de gauche et écologistes se préparent à présenter leurs propres candidatures.

Les communistes récusent ces approches, qui ne peuvent conduire qu'à de nouvelles déceptions, à de nouveaux échecs. Les unes et les autres s'inscrivent en effet dans une logique présidentielle, et elles évacuent de ce fait les questions de contenu des campagnes à mener, autant que celles, tout aussi décisives, de l'engagement des forces populaires et citoyennes dans la mise en œuvre d'une dynamique de victoire.

Fidèle à son histoire, le PCF travaille à l'union dans l'action et au rassemblement politique pour débarrasser le pays de l'emprise du pouvoir en place, de la droite et de l'extrême droite.

Mais c'est en revitalisant toute la gauche, donc en permettant qu'elle se réorganise en profondeur, donc avec un PCF plus influent en son sein, que l'on y parviendra. Certainement pas par des opérations électorales qui, en additionnant les faiblesses et les ambiguïtés, ne sauraient susciter l'adhésion populaire...

Il est donc posé aux communistes la question de la manière dont ils peuvent, dans le débat de la gauche, mais aussi avec notre peuple, mettre à disposition :

- un contenu qui réponde aux défis de la crise en cours ;
- une offre de reconstruction de la gauche et de rassemblement populaire sur des objectifs transformateurs qui puissent redonner espoir et confiance ;
- une candidature qui porte ces objectifs, pèse effectivement dans la vie publique de notre pays, crée par sa dynamique les conditions d'une majorité politique, non seulement à la présidentielle mais aussi aux élections législatives, permettant dans ce cadre de faire élire le plus de députés communistes possibles avec à l'arrivée un groupe renforcé à l'Assemblée nationale.

C'est dès lors, à partir de ce triple objectif, visant à construire leur candidature et à mener de concert la bataille des législatives, que s'ouvre le troisième champ de réflexion.

J'ajoute à ces trois champs de questionnement que la conclusion logique devra en être la construction et le renforcement de notre parti. Je n'y insiste pas davantage aujourd'hui, dans la mesure où j'ai introduit mon rapport par cette dimension.

Le texte du 38^e Congrès s'achevait par de grandes propositions de transformation du PCF et par cinq grandes priorités d'organisation. Il nous faudra en repartir pour redéfinir notre plan de vol en faveur d'un Parti communiste plus fort et implanté. Ce pourrait être un quatrième champ de réflexions.

J'en termine sur ces deux aspects essentiels que vont être la méthode de travail et le calendrier que nous allons adopter, qui est dorénavant rendu d'une extrême complexité par les circonstances que nous vivons.

Plus encore que d'ordinaire, la méthode doit consister à mener au fond toutes les discussions qui se présentent, tout en cherchant à rassembler très largement les communistes.

Autrement dit, il nous faut réunir les conditions du débat le plus démocratique, prenant en compte la diversité des opinions et des expériences, recherchant l'implication maximale les adhérentes et adhérents.

Dans la configuration de confinements à répétition et d'impossibilité qui nous est faite de faire fonctionner normalement nos instances, le grand danger serait qu'une partie des communistes ne se trouve pas impliquée par la préparation de leur congrès.

Il est, par conséquent, décisif que tous les efforts soient déployés, et que le temps nécessaire soit pris, afin que toutes et tous soient informés, consultés, associés à la discussion préparatoire.

Face à une situation à ce point chamboulée, nous avons besoin d'un congrès à la hauteur de la crise en 2021.

Il ne serait pas raisonnable de différer, au-delà de ce que prévoient nos statuts, cette échéance démocratique indispensable pour notre parti.

Nos statuts prévoient que, les thèmes de discussion et les questionnements ayant été fixés, le Conseil national lance un appel à contributions durant un mois, celles-ci étant mises à disposition de tous les adhérents, avant que ne s'engage l'élaboration d'un projet de base commune.

Nous pourrions, lors d'une première phase, ainsi que nous l'avons déjà fait, ouvrir à cette fin un site Internet dédié, et aller plus loin, par une consultation des communistes et de premières contributions de leur part sur les priorités du congrès fixées par le Conseil national.

Mais se pose encore à nous l'épineux problème des incertitudes pesant sur le calendrier d'organisation du congrès. Les menaces de nouvelles vagues épidémiques se couplent avec celles qui hypothèquent la tenue des élections régionales et départementales, initialement prévues pour le mois de mars.

Vous le savez, le gouvernement a confié à Jean-Louis Debré, une mission chargée, après consultations des partis et institutions concernées, de statuer sur la date de l'échéance électorale. Il semble que l'on s'oriente vers un report en juin 2021, mais cela reste à confirmer.

Chacun voit bien à quel point cela percute notre propre processus interne.

Nous sommes menacés de voir se prolonger les restrictions du droit de se réunir l'hiver prochain. Le report possible des régionales et des départementales, quant à lui, aurait pour conséquence de faire démarrer la campagne électorale en avril ou mai, avec les contraintes qui en découleront pour des sections et fédérations qui y seront d'autant plus impliquées que la bataille s'annonce rude.

Il paraît dès lors difficile d'arrêter définitivement notre calendrier aujourd'hui.

Diverses hypothèses sont envisageables :

- tenir le congrès avant la campagne des régionales et départementales si celles-ci sont reportées en juin ;
- envisager alors, si la crise sanitaire nous l'imposait, des modalités de participation « à distance » des délégués, ce qui appelle cependant réflexions sur les moyens de garantir le plein exercice de la démocratie ;
- convoquer le congrès juste avant les vacances d'été, soit tout de suite après les échéances électorales de 2021 si elles se tiennent en juin, afin d'être en ordre de bataille à la rentrée de septembre ;
- le réunir à l'automne, avec la difficulté que les campagnes de 2022 auront alors été lancées ;
- ou encore découpler les décisions sur la présidentielle et les législatives de la tenue du congrès...

Nous avons besoin d'instruire la décision au plus près de nos fédérations.

C'est la raison pour laquelle je vous propose de demander à Marie-Jeanne Gobert de conduire une mission de consultation des fédérations, dans le but de permettre au prochain Conseil national, qui pourrait se réunir le 12 décembre si vous en êtes d'accord, de construire un calendrier de

préparation du congrès qui permette de favoriser la participation du maximum d'adhérentes et adhérents, et d'assurer les meilleures conditions du débat.

C'est à partir de cette clarification nécessaire que nous pourrions élire la commission du texte et la commission de transparence des débats. Un premier échange sur les commissions a eu lieu au comité exécutif de lundi dernier, et nous avons prévu de les désigner lors de ce week-end.

Au regard du besoin d'unité du parti et de propositions largement partagées, compte tenu des problèmes de méthode et de calendrier que je viens de soulever, dans la mesure également où l'attente des modifications de l'échéancier électoral nous laisse un peu de temps, je suis tenté de vous proposer, après échangé sur ce point avec Fabien Roussel et Igor Zamichiei, de reporter la désignation de ces commissions au 12 décembre.

Voilà, mes camarades, quelques propositions pour lancer notre discussion.